

MAIRIE  
De  
CHARTRETTES

ARRETE DU MAIRE N°2024.168



## Portant autorisation d'occupation du domaine public et réglementation de la circulation routière

Rue BLANCHEVITTE  
A CHARTRETTES

Le Maire de la Commune de Chartrettes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-6 L et 3221-4 ;  
Vu le code Pénal R 610-5 ;  
Vu le code de la Voirie Routière et notamment les article L133-1 et R166-2 ;  
Vu le code de la route et notamment les articles L.325-1 et suivants, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 417-9 et R. 417-10 ;  
Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;  
Vu l'arrêté municipal 2023.147 du 28/07/2023 portant délégation de signature à M. MESSMER Frédéric, Responsable du service de Police Municipale ;  
Vu la demande du 03 juillet 2024 présentée par l'entreprise « FOURNIER TP » siégeant au ZAC de la MEULE – D605 – 77115 - SIVRY-COURTRY, sollicitant un arrêté permission de voirie et circulation pour des travaux de réfection de caniveaux et voirie rue BLANCHEVITTE - 77590 CHARTRETTES, prévus entre le 15 juillet 2024 et le 21 juillet 2024 ;

Considérant qu'en raison des travaux à réaliser et qu'il incombe au maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à la sécurité sur la voie publique, il est nécessaire d'appliquer les mesures citées dans le présent arrêté,

ARRETE

**Article 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à effectuer les travaux prévus dans sa demande rue BLANCHEVITTE à CHARTRETTES de 08h00 à 17h00, **entre le 15 juillet 2024 et le 21 juillet 2024.**

Il est autorisé à cette fin à restreindre la circulation routière sauf riverains rue BLANCHEVITTE pendant les périodes de manutention. La circulation devra être rétablie en dehors de ces horaires.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.  
La circulation des piétons doit être sécurisée et indiquée.

Le demandeur devra laisser l'emplacement dans son état originel et procéder au nettoyage des éventuelles salissures. Il demeurera responsable des accidents corporels ou matériels provoqués par la dépose du matériel.

Le nettoyage de l'espace public concerné par le chantier sera de la responsabilité du demandeur.

**Article 2 :** Le bénéficiaire est autorisé à régler temporairement le stationnement au droit du chantier sur une distance de 15 m linéaire de part et d'autre du chantier rue BLANCHEVITTE à CHARTRETTES, entre le **15 juillet 2024 et le 21 juillet 2024**.

**Article 3 :** La signalisation nécessaire au chantier sera mise en place 48 heures en amont de l'autorisation par le pétitionnaire et maintenue en bon état pendant la durée des travaux.

**- Stationnement interdit.**

**- Circulation interdite.**

**Article 4 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément à la loi, par toute personne habilitée à les relever.

**Article 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours gracieux auprès de la commune de CHARTRETTES ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Melun, qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible sur le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

**Article 6 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- FOURNIER TP
  - Le Centre de Secours de Bois-le-Roi,
  - Le Commissariat de Police Nationale de Melun,
  - La Police Municipale de CHARTRETTES,
  - Le Responsable des Services Techniques Municipaux,
- Chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRETTES, le 5 juillet 2024

Le Maire,  
**Pascal GROS**

Pour le Maire et par délégation,  
Le Responsable de Service de Police Municipale,  
Frédéric MESSMER

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 modifiée par la loi 96-142 du 21/02/1996 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la mairie ci-dessus désignée.

